



Message des organisations syndicales représentatives du Groupe SUEZ.

Nous, salariés du Groupe SUEZ, vous informons de notre hostilité à l'OPA menée par VEOLIA à l'encontre de notre entreprise SUEZ.

Depuis l'annonce de VEOLIA ce dimanche 30 août, nous sommes abasourdis par l'appui du gouvernement à ce projet destructeur d'un fleuron de l'économie Française reconnu et présent à l'international.

Nul ne saurait oublier les promesses des multiples gouvernements et ministres sur la protection de notre savoir-faire et de nos emplois, et qui, au moment du désastre ne sont plus là pour assumer leur choix. (Alstom, Arcelor Mittal, Goodyear, Lafarge...)

Non l'emploi en France ne sera pas sauvegardé, toute fusion de Groupe sur le même marché entraîne des suppressions d'emploi.

Nous estimons que cette opération si elle arrive à son terme va générer des milliers de suppressions d'emplois, et ce, dans les deux groupes.

Comment faire confiance à un Groupe qui a déjà effectué 4 Plans Sociaux depuis 2014, et qui lors de son assemblée générale en Février 2020 affirmait à ses actionnaires : « qu'il n'y a pas, dans notre plan stratégique de rapprochement avec Suez » !!!

Non, le démantèlement de 75% de notre activité en France n'est pas une stratégie d'avenir.

C'est même contraire au plan gouvernemental visant à la reprise de l'activité économique et au développement industriel de la France.

Le projet prévoit, d'ores et déjà la cession de l'activité emblématique et historique de Suez (l'ex Lyonnaise des Eaux) vers un fond d'investissement « Méridiam », mais, d'après nos analyses, toutes les activités seraient impactées selon les règles de la concurrence, française, européenne et internationale.

Oui, ce n'est qu'une opération financière où l'état à un intérêt, ponctuel, à percevoir le meilleur prix des actions SUEZ détenues par ENGIE, et ce, au détriment de tous les impacts futurs, c'est une vision d'opportunité, pas de chef d'entreprise. Cela lui permettra sûrement de provisionner nos futures allocations chômage !

De plus, cette rentrée sociale est déjà compliquée, le climat sanitaire et les perspectives économiques rendent la situation explosive, est-il vraiment opportun de la part du gouvernement de créer l'étincelle qui mettra le feu aux poudres ?